COLLOQUES AU MAGHREB (1)

Cette chronique, déjà présentée dans les *Annuaire*s présents, met à la disposition des chercheurs les comptes-rendus de colloques qui ont eu lieu en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

Comme d'habitude leur présentation a pu se faire grâce aux informations données par des revues telles que celles des Universités d'Oran et de Tunis; des quotidiens des trois pays concernés; et plus précisément pour l'Algérie: les *Cahiers du CDSH* d'Oran, les *Cahiers géographiques de l'Ouest*; pour le Maroc: *Lamalif*, *La Revue juridique, politique et économique du Maroc*; et pour la Tunisie: *Dialogue* et *Démocratie*. Sans oublier deux revues françaises, *Population* et *Marchés tropicaux et méditerranéens*.

Selon les années précédentes, le lecteur trouvera l'ensemble de ces colloques classés chronologiquement, sans cependant avoir l'ordre habituel qui les classaient pays par pays.

I. - L'INFORMATION ARABE A L'ÉTRANGER

Tunis, 5-6 février 1980

Colloque organisé par la Ligue arabe à l'hôtel Africa de Tunis. Le discours d'ouverture de M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue Arabe fait ressortir l'importance que revêt l'information dans le monde moderne et précise que les participants, des experts arabes ou d'origine arabe en matière d'information, ne représentent pas leurs gouvernements et qu'un grand nombre vit hors des pays arabes. Ils vivent « dans les pays dont nous voulons gagner le soutien à nos causes ». Monsieur Klibi précise aussi l'importance de l'information dans le monde moderne « en tant qu'arme essentielle dans le combat que mène la Nation arabe ». Il est important de faire connaître le nouveau visage des Arabes, marqué par :

- la détermination de lutter jusqu'à l'obtention d'une solution juste;

(1) Cf. chroniques précédentes in AAN : (VI), 1967 : 1011-1026. - (VII), 1968 : 827-849. - (VIII), 1969 : 1051-1057. - (XVI), 1977, 995-1005. - (XVII), 1978 : 973-990. - (XVIII), 1979 : 1157-1172.

- l'ouverture sur le monde pour faire admettre le bien-fondé de leur cause;

- une volonté sincère de paix.

La présidence du colloque, confiée à M. Nadim Demachkia, ancien ambassadeur du Liban à Londres, les participants entament leurs travaux sur les études présentées. Constitution de deux commissions :

1) Les problèmes de l'information arabe en Amérique, présidé par le Dr Clovis Masqsoud.

2) Les problèmes de l'information arabe en Europe, présidé par M. Adnane Omrane.

A. LA COMMISSION DE L'INFORMATION ARABE AUX ÉTATS-UNIS RECOMMANDE VIVEMENT :

- de renforcer les organisations arabo-américaines et d'inviter des Américains d'origine arabe pour une conférence;

- de doter les centres d'information arabe aux États-Unis de tous les moyens financiers et humains nécessaires et d'organiser une conférence avec la participation de représentants des organisations arabes et arabo-américaines, de sympathisants américains et d'experts de l'information de toutes les régions des États-Unis dans le but d'organiser une meilleure coordination en matière d'information arabe à l'intérieur des pays concernés.

Les participants se sont engagés à coordonner leurs efforts, en vue de contrecarrer la campagne anti-arabe déclenchée aux États-Unis.

B. LA COMMISSION DE L'INFORMATION ARABE EN EUROPE OCCIDENTALE RECOMMANDE :

- la modernisation et le renforcement de l'appareil d'information par l'installation d'équipements modernes afin de faciliter la liaison directe du secrétariat général avec les bureaux étrangers;

- le renforcement du potentiel humain matériel et technique, la coordination entre les bureaux de la Ligue et de l'OLP et la création de commissions consultatives formées de représentants du bureau des ambassades arabes et de l'OLP;

- l'élaboration d'études approfondies sur les différents aspects de l'information sioniste dans les pays européens et son infiltration dans les appareils d'information arabes;

- la commission plaide en faveur de la création de centres culturels arabes dans les grandes capitales européennes et de l'assistance des maisons d'éditions qui veulent publier et diffuser des ouvrages portant sur les causes arabes;

- la commission recommande, en ce qui concerne les rapports avec les partis politiques et les organisations professionnelles et populaires, la mise en place d'associations coopératives et spécialisées, arabes, chargées d'établir et de développer les relations confraternelles avec leurs homologues européens, en particulier dans le domaine de la sociologie et des sciences humaines. Il est important de créer, en priorité, des associations arabes de sciences politiques, de droit international, de sociologie et des droits de l'homme;

- il est important aussi, pour les activités journalistiques et les techniques d'approche du public à travers les médias occidentaux, de passer des contacts avec des agences internationales en vue de faciliter la diffusion des informations arabes;

- la commission invite le secrétaire général de la Ligue arabe à renforcer la coopération avec les associations d'amitié déjà existantes ou à en créer dans les pays d'Europe occidentale ainsi que d'intensifier l'activité déployée par l'OLP;

- la commission, au chapitre des finances, insiste sur la nécessité de débloquer des fonds suffisants pour financer la stratégie d'information.

II. - GRANDEUR ET SERVITUDE DE LA CRITIQUE

Hammamet, 29 février-1^{er}-2 mars 1980

Ce colloque organisé par le Centre Culturel international de Hammamet avait pour responsables :

. M. Rached Hamzaoui, directeur du centre culturel international de Hammamet;

. M. Taoufik Baccar, enseignant à la faculté des lettres, en qualité de coordinateur du colloque.

Il était articulé en quatre séances :

- 1) Critique et média, présidé par Taoufik Baccar.
- 2) La critique dans l'enseignement secondaire, présidé par Mongi Chemli.
- 3) La critique et la recherche scientifique, présidé par Abdelkader Mehiri.
- 4) La critique et les écrivains présidé par Mahmoud Messadi.

Il avait pour but de cerner la réalité du secteur de la critique littéraire en Tunisie et d'en évaluer l'importance et la portée.

L'excellente initiative des responsables a permis de réunir, et peut-être pour la première fois, des journalistes, des écrivains, des enseignants, et inspecteurs du secondaire ainsi que des élèves de terminale du lycée de Hammamet.

Peut-on dire que tout le monde parlait de la même critique ? Question foncière qui a ressurgi lors de toutes les séances. De la critique informative, hâtive, superficielle, vénale, des médias écrits et parlés ? De l'explication de texte de l'enseignement secondaire, de la critique universitaire, quels sont les instruments de cette critique ? Quels en sont les critères, les méthodes, les rôles, les liens avec les créateurs, le pouvoir et le milieu intellectuel d'une manière générale ?

Moment fort que celui de la rencontre écrivains-critiques, moment émouvant celui où les enseignants du secondaire se sont interrogés sur leur rôle dans le choix de la littérature et des textes dans les programmes. Quel chemin faut-il suivre pour aborder les textes avec les élèves ? Quels objectifs faut-il attribuer à l'enseignement de la littérature ?

Les avis et les méthodes d'approche divergent, mais les débats témoignent d'une maturité et d'un sens de la responsabilité qui honore tous les enseignants. Colloque qui pose de nombreuses questions qui vont par la suite, on l'espère, trouver une solution.

III. DÉPENDANCE ET PROBLÉMATIQUES DE LA TRANSITION

Rabat, 10-11-12 avril 1980

Ce colloque, organisé par la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de l'Université Mohamed V de Rabat, avec la participation de l'Institut National Agronomique et Vétérinaire Hassan II, de la Banque du Maroc, de la Caisse de dépôt et de gestion et de la Banque Nationale pour le Développement Économique, a accueilli des chercheurs et des praticiens pour débattre de ce thème qui est de grande actualité.

L'intitulé du thème est évocateur, la dépendance fait penser à l'indépendance, et qui ne rêve pas d'être indépendant ? La transition vers le développement est un rêve permanent de par le monde et la dépendance technique est une réalité fondamentale des économies contemporaines.

Dans son discours d'ouverture, le Doyen de la Faculté des Sciences de Rabat a exprimé l'espoir que ce colloque permette « de faire le bilan de la dépendance et de poser le plus objectivement possible la problématique de la transition ».

Les Organismes et les participants de ce colloque ont souhaité qu'à la suite de ces travaux les choix proposés aux gouvernants permettent à la Faculté des Sciences Juridiques et à l'Université en général de prouver l'utilité de leurs recherches.

Une vingtaine de chercheurs venus du Maghreb, d'Afrique noire ou de France et relevant de disciplines et d'horizons de pensées différents ont travaillé sur ce thème qui recouvre le passé, le présent et l'avenir du tiers monde. Leur choix a été guidé par trois séries de considérations :

1) La misère théorique, le flou conceptuel et les tâtonnements méthodologiques face aux grands bouleversements à dimension planétaire qui sont en cours. De plus en plus, la production des connaissances, dans le domaine des sciences sociales, subit le changement au lieu de le provoquer et d'en être le support.

2) La crise actuelle du système de l'économie mondiale (le SEM) est une crise de mutation profonde qui touche toutes ses composantes : les économies à capitalisme avancé, les économies à capitalisme dépendant et les économies socialistes ou se réclamant du socialisme.

3) Les effets multiples de la crise du système de l'économie mondiale sur le devenir du tiers monde.

Sur cette base, les travaux du colloque représentent une tentative de réponse à trois grandes questions :

- 1) Qu'est-ce que la transition ?
- 2) La transition vers quoi ?
- 3) La transition comment ?

Ce sont là les principaux axes de réflexion de ce colloque dont le but scientifique n'est pas de produire une nouvelle théorie du changement social, mais de poser en termes nouveaux la problématique de la transition à la lumière des bouleversements qui ont eu lieu dans le Tiers monde au cours de ces dernières décennies.

Liste des participants et leurs sujets.

A. Benjelloun. - Discours d'ouverture.

H. El Malki. - Note de présentation.

1) *La transition dans les sciences.*

M. Rafi. - Le développement des sciences : transition ou ruptures ?

G. Dostaler. - Transition et pensée économique dans l'histoire.

P. Pascon. - Transition ? sous-entendus du concept.

2) *État et classes sociales dans les sociétés dépendantes.*

N. Bouderbala. - La loi musulmane et le changement social.

B. Boulghassoul. - Articulation des modes de production et transition au Maroc et en Algérie (1830-1930).

D. Benali. - Un exemple de transition : Fès au XIX^e siècle.

P. Dockès. - Analyse critique du matérialisme historique et conjonctures transitionnelles : l'exemple du passage au mode de production « féodal ».

- M. Bekkali. – L'État dans les formations sociales sous-développées : éléments pour un débat.
- H. El Malki. – Capitalisme d'État, développement de la bourgeoisie et problématique de la transition : le cas du Maroc.
- E. M'Bokolo. – De la petite bourgeoisie coloniale à la bourgeoisie néo-coloniale : le cas du Zaïre.

3) *Accumulation et restructuration de la division internationale du travail.*

- M. Ikonicoff. – Le système de l'économie mondiale : Désordre ou rationalité : la problématique de la transition.
- A. Belal. – Sur quelques formes actuelles d'articulation du capital international et du capital local dans les formations dépendantes.
- Y. Berthelot. – Emploi industriel et évolution de la division internationale du travail.
- A. Mahjoub. – La Tunisie dans la division internationale du travail : aperçu historique.
- F. Oualalou. – La division internationale du travail entre « les avancées » et « les reculs ».

4) *Quelle alternative ?*

- M. Diouf. – Les fondements théoriques et pratiques du socialisme africain : l'exemple du Sénégal.
- A. Saâf. – L'idée socialiste à travers les écrits de quelques économistes marocains : lecture politique.
- B. Himmich. – Transition bloquée et désir de socialisme.
- S. Amin. – Quelques réflexions sur les méthodes d'analyse du monde contemporain.
- A. Mahjoub. – Rapport et synthèse.

IV. – IBN KHALDOUN ET LA PENSÉE ARABE CONTEMPORAINE

Tunis, 14-15-16-17-18 avril 1980

L'Organisation Arabe de l'Education, de la Culture et des Sciences (ALECSO), dont le siège vient d'être transféré, avec celui de la Ligue des Etats Arabes, dans la capitale tunisienne, entame son activité avec un riche programme culturel en guise de célébration de l'avènement du 15^e siècle de l'Hégire. La première manifestation d'envergure est le colloque sur Ibn Khaldoun, organisé avec la collaboration du ministère de l'information et des Affaires culturelles ainsi que des Universités de Tunis, Alger, Rabat et Damas. Le facteur le plus important ayant déterminé le choix d'Ibn Khaldoun est que ce penseur maghrébin « a été en son temps une sorte de relais entre le Maghreb

et le Machreq arabe. Il est le mieux placé pour amener à une réflexion commune sur l'actualité de la pensée arabe dans notre monde moderne ». Ce sera un pas, et certainement non des moindres, dans le sens d'une réflexion commune sur l'actualité du patrimoine culturel arabo-musulman.

I. PROGRAMME DU COLLOQUE ET NOMS DES PARTICIPANTS :

- **lundi 14 avril à 10 heures :**

Ouverture du colloque à la Maison de la culture, Ibn Rachîq.

Discours de M. Mohamed Mzali, ministre de l'Éducation Nationale, chargé de la coordination de l'action gouvernementale auprès du Président de la République.

Discours du Dr Mohieddine Saber, directeur général de l'ALECSO

- **à 16 heures**, au siège de l'ALECSO, avenue Mohamed V, Inauguration de l'exposition des œuvres et études khaldouniennes.

Premier thème : la méthodologie khaldounienne.

Dr Mohamed Talbi de l'Université de Tunis

- La méthodologie historique d'Ibn Khaldoun et son influence sur Diwan Al Ibar.

Professeur Ali Oumlil de l'Université Mohamed V, Rabat

- les références khaldouniennes en matière de connaissance et de théorisation.

Dr Abdallah Cheraïet de l'Université d'Alger

- La théorie de l'évolution chez Ibn Khaldoun.

Débat

- **Mardi 15 avril à 9 heures**

Dr Abdesselam Al Messedi de l'Université de Tunis

- Les fondements expérimentaux de la théorie de la connaissance chez Ibn Khaldoun.

Dr Mohamed Souissi, de l'Université de Tunis

- Ibn Khaldoun et les sciences rationnelles.

Professeur Mohamed Zenibar de l'Université Mohamed V - Rabat

- Le pouvoir et l'économie chez Ibn Khaldoun.

Débat

- **à 16 heures**

Deuxième thème : la relation entre la pensée scientifique et la pensée religieuse chez Ibn Khaldoun

Professeur Abdelmajid Meziane de l'Université de Rabat

- L'équilibre entre la pensée scientifique et la pensée religieuse chez Ibn Khaldoun.

Dr Mahjoub Ben Milad de l'Université de Tunis

- Ibn Khaldoun, penseur sunnite.

Débat

Troisième thème : le mouvement Khaldounien dans le monde musulman

Dr Mohamed Abed Al Jabiri de l'Université Mohamed V, Rabat

- Ibn Khaldoun et la pensée contemporaine.

- Mercredi 16 avril à 9 heures

Dr Ahmed Abdessalam de l'Université de Tunis

- Les idées d'Ibn Khaldoun et leur influence dans le monde musulman du 9^e siècle à nos jours.

Dr Maân Ziada de l'Université libanaise

- Fanatisme et pouvoir : étude des fondements de la pensée politique et sociale d'Ibn Khaldoun.

Dr Fahmi Jadaane, doyen de la faculté des Lettres de l'Université jordanienne

- Ibn Khaldoun dans la pensée arabe contemporaine.

Débat

Quatrième thème : la vision khaldounienne et les problèmes du peuplement et de l'urbanisme arabo-musulman

Dr Abdelaziz Al Daouri de l'Université jordanienne

- La notion de nationalisme arabe chez Ibn Khaldoun.

Dr Habib Jenhani de l'Université de Tunis

- Ibn Khaldoun et l'évolution du peuplement et de l'urbanisme du Maghreb.

Dr Hichem Jaït

- Vision khaldounienne de la ville et du problème de l'urbanisation.

Débat

- Jeudi 17 avril

Excursion à Kairouan, Sousse et Monastir

- Vendredi 18 avril

- Débat sur les horizons des recherches khaldouniennes à partir des résultats scientifiques du colloque.

- Séance de clôture.

V. - JOURNÉES D'ÉTUDES ET DE RÉFLEXION SUR LES FEMMES ALGÉRIENNES

Oran, 5-6 mai 1980

Ces journées d'études et de réflexion sur les femmes algériennes sont dues à l'initiative du Centre de Documentation des Sciences Humaines de l'Université d'Oran et de militantes féminines. Elles sollicitent la volonté de recherche des universitaires. La finalité est double : la publication d'un certain nombre de travaux universitaires soumis au débat fructueux de la réflexion collective et le désir de promouvoir la création d'un groupe permanent de recherche sur les femmes algériennes dans le cadre du CDSH de l'Université d'Oran.

L'activité des femmes s'étant déjà manifestée à Alger dans un séminaire de l'Institut des Sciences Politiques et de l'Information traitant de l'historique, du juridique, de la santé, de l'emploi et de la culture, les journées d'Oran en sont la suite puisqu'elles proposent les thèmes suivants :

- les citoyennes dans l'espace social;
- les citoyennes dans l'espace familial;
- les discours sur les femmes;
- les citoyennes et leur santé.

Ces journées prennent tout leur sens dans la phase actuelle du développement national où la participation des femmes est à la fois ressentie comme une nécessité impérieuse et officiellement sollicitée.

Il a semblé nécessaire, à un moment où le rôle et le statut des femmes sont constamment évoqués à tous les niveaux du discours social, que les femmes fassent entendre elles-mêmes leur voix par une étude scientifique de leur situation réelle. De ce fait, les journées d'étude et de réflexion sur les femmes algériennes répondent à un besoin et à une attente.

LISTE DES PARTICIPANTS ET DE LEURS CONTRIBUTIONS

- Vandeveldé Hélène. - Faut-il faire la chasse aux mythes ? (Préface)
 Hakiki Fatiha. - Le travail féminin : emploi salarié et travail domestique.
 Baghriche Leïla et Chaulet Claudine. - Le travail des femmes dans l'agriculture.
 Bentabet Yasmina. - Lycéennes d'Oran entre la tradition et la modernité.
 Guerroudj Zineb. - Articulation de la vie professionnelle et de la vie familiale chez l'enseignante.
 Medjahed Fouzia. - Le cancer et la femme.
 Himri Fatiha. - Etude des caractéristiques des contraceptives de la ville d'Oran.

- Amrane Djamilia. - La femme algérienne et la guerre de libération nationale 1954-1962.
- Sai Fatma-Zohra. - Les femmes dans les institutions représentatives.
- Marouf Chafika. - Où en est la question de la dot en Algérie ?
- Salhi Houria. - Qu'est-ce que la marginalité pour une femme dans notre société ? Un mal ou une alternative obligée à sa libération.
- Talahite Claude. - L'enquête « Femme à l'usine » dans Algérie-Actualité. Essai d'analyse des discours sur les femmes.
- Aïnad Tabet Nadia. - L'espace physique féminin dans le roman algérien.

Ces journées ont permis à des personnes de se rencontrer et de débattre de toutes ces questions. Des propositions ont été avancées :

- 1 - la réalisation d'une bibliographie critique exhaustive des travaux réalisés en sciences humaines de 1962 à 1980 sur les femmes algériennes,
- 2 - des recherches sur le thème « emploi féminin et démographie » proposé par des économistes et démographes,
- 3 - des recherches sur « le statut juridique des femmes algériennes »,
- 4 - des recherches sur « les discours sur les femmes »,
- 5 - un séminaire sur l'enfance, ainsi
- 6 - qu'un colloque maghrébin sur la famille maghrébine, dans le cadre du CDSH,

qui vont peut-être faire l'objet d'une future réunion de travail.

VI. - DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE EN ALGÉRIE ÉVALUATION DES ACTIONS

Oran, 8-9-10 juin 1980

Organisé par le département de géographie de l'Université d'Oran, ce séminaire national réunit des enseignants ainsi que des chercheurs et étudiants algériens, des Tunisiens, Français, Italiens, et des participants de l'Union Soviétique.

Le colloque, d'un débat riche, diversifié et sérieux, a permis de faire le point sur la situation de l'Algérie et, par des flashes successifs, sur la situation qui prévaut dans d'autres pays.

Les débats ont mis en relief l'indissociabilité de tous les facteurs qui interviennent dans les processus de développement et d'organisation de l'espace et de la société dans toutes leurs interactions, excluant ainsi tout monopole sur la réflexion à propos du développement et de l'aménagement du territoire. Ils ont permis de prendre conscience que l'aménagement de l'espace est une pratique sociale, les aménageurs étant forcément des agents et acteurs sociaux.

Quitte à faire une entorse à la tradition, le séminaire n'a pas débouché sur des résolutions. Il est toutefois concient que les participants reproduiront dans leur pratique quotidienne les résultats du séminaire dont les travaux se sont révélés dépouillés de toute teinte alarmiste ou d'optimisme béat sans pour autant être neutres.

Il aura ainsi apporté la meilleure contribution aux débats en cours sur les perspectives de développement national. Dans cet esprit, le département de géographie de l'Université d'Oran et les Cahiers Géographiques de l'ouest invitent d'autres organismes et Universités - dans un cadre pluridisciplinaire - à prendre le relais en vue de l'organisation de telles rencontres qui permettent de systématiser l'activité scientifique et de rendre réguliers et étroits des liens déjà existants entre les secteurs de la production, les praticiens et l'Université.

NOMS DES PARTICIPANTS ET TITRES DE LEURS COMMUNICATIONS

- F. Abdeladim. - Caisse de développement et d'aménagement du territoire, Alger - Les plans d'urbanisme et leur évolution en Algérie.
- L. Baghdali. - Ministère de l'hydraulique, Alger - Mise en valeur et restructuration foncière : le périmètre du Ksob dans la commune de M'sila.
- A. Bakalem, CROP. - Alger. - Aménagement du littoral ouest : problèmes de pollution marine. Etude préliminaire de la zone d'Arzew-Mers-el-Hadjadj.
- A. Bougherara, J. Fabre, J.S. Magagnosc. - Institut des sciences de la terre, Constantine - La prise des données du milieu naturel pour la planification urbaine : le cas de Bouгаа.
- M.C. Boulebier. - Centre universitaire de recherches, d'études et de réalisations, Constantine - L'organisation de l'espace dans la commune d'El Harrouch (wilaya de Skikda).
- R. Chaker. - Centre de recherches économiques appliquées, Alger - Création d'emplois et habitat : remarques méthodologiques.
- M.A. Dellal. - Institut national agronomique, El Harrach - Contribution à l'étude de la fertilité des principaux types de sols de la plaine de la Mitidja.
- K. Djilli. et Hamanif. - Institut national agronomique, El Harrach - Cartographie et mise en valeur de la région de Ksar Chellala.
- A. Gaouar. - Dégradation des écosystèmes forestiers et conception d'un éco-développement.
- T. Guerroudj. - Caisse algérienne de développement et d'aménagement du territoire, Alger - La procédure des ZHUN (Zones d'habitat urbain nouvelles).
- M. Kansab. - Division technique du cadastre, Oran - Nécessité, rôle et contribution du cadastre dans le développement économique et social de

- l'Algérie. Travaux d'établissement du cadastre général à travers le territoire national.
- J.S. Magagnosc et A. Rullan. - Université de Constantine - La place de la connaissance du milieu naturel dans les études d'aménagement rural. Conception et évolution des idées à l'Institut des sciences de la terre de l'Université de Constantine.
- M. Mekidèche. - Zone industrielle d'Arzew - A propos de quelques conséquences négatives d'un développement par pôle: le cas de la zone industrielle d'Arzew.
- A. Prenant. - Université Paris VII - Le poids des conditions naturelles dans l'implantation industrielle et urbaine: le cas des montagnes et de la steppe algérienne.
- A. Rullan. - Université de Constantine - Une méthode simple d'évaluation du niveau d'intensification de l'agriculture en Algérie.
- Dj. Sari. - Université des sciences technologiques, agronomiques, Alger - L'aggravation des déséquilibres régionaux.

VII. - LA DÉMOGRAPHIE MAGHRÉBINE

Hammamet, 9-10-11-12-13 juin 1980

Organisé par l'Association maghrébine pour l'étude de la population, dont le siège est à Tunis, ce colloque est le quatrième du genre, les précédents ayant eu lieu en 1969 à Tunis, 1976 à Oran et 1978 à Tunis. Consacré, en 1980, aux problèmes de l'emploi, il était placé sous l'égide de l'Organisation arabe du travail, dont le siège est à Bagdad et qui en a assuré le financement. Ces participants, une cinquantaine de personnes, étaient en majorité originaires de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie, mais aussi de France, d'Italie, de Suisse, de Roumanie, d'Ethiopie... spécialistes, surtout, des problèmes de statistiques, de démographie et de sociologie s'intéressant aux problèmes de l'emploi, de responsables de services administratifs concernés ou de représentants d'organisations internationales.

Les communications présentées portent en général sur un sujet particulier dans un pays donné, voire parfois sur un cas très spécifique; très peu d'entre elles ont fait la synthèse d'un problème global ou à l'échelon du Maghreb entier.

LISTE DES PARTICIPANTS ET DE LEURS SUJETS.

1) Développement et ressources.

- A. Soulah et A. Aimeur. - Développement industriel, emploi, transfert de main-d'œuvre et urbanisation, le cas de la wilaya de Skikda.
C. Trifa. - La force de travail en Tunisie (en arabe).
A. Belloumi. - Le salariat en Tunisie en 1975.
A. Benyoussef. - Soins de santé primaires : un défi socio-économique.
A. El Ouni. - Les ressources humaines et le développement dans les pays arabes (en arabe).
M. Abzahd. - Le dispositif d'enquêtes périodiques sur l'emploi urbain : bref aperçu méthodologique et principaux résultats du premier passage, 1976.
F. Navez Bouchanine. - Sous-emploi et consommation.
F.Z. Oufriha Bouzinah. - Pression démographique et capacité d'absorption de la force de travail par l'industrie.
S. Sahli. - Emploi et population rurale.

2) Demande d'emploi.

- M. Ayed et T. Bacar. - L'emploi des jeunes.
M. Taamallah et M. Ayad. - L'insertion des jeunes et leur devenir professionnel.
A. Ouederni. - Formation professionnelle et organisation de l'emploi en Tunisie.
F. Haider. - La situation des candidats à la révolution agraire.
R. Ait Hamou. - La qualification nominale de la force de travail.

3) Emploi féminin.

- Malika Taamallah. - Les femmes et l'emploi en Tunisie.
Mohamed Baraket. - Note sur l'emploi féminin non agricole en Tunisie.
F.Z. Oufriha Bouzina. - La place de la femme dans l'activité économique en Algérie.

4) Migrations.

- Naceur Bourenane. - Quelques remarques sur l'étude de l'emploi et de l'exode agricole en Algérie.
Hacini Karima. - Incidences spatiales de l'évolution de l'emploi : cas d'une région agricole Sig-Mohammadia.
Mongi Bchir. - Migrations et emploi en Tunisie.
Naceur Bourenane. - L'exode rural en Algérie.
Hacini Karima. - Problèmes posés aux urbanistes par l'évolution de la répartition spatiale de la population en Algérie.

- Chelbi Drissi-Hassania. - L'emploi au Maroc et le Marché commun.
 Khemaies Taamallah. - Situation et perspective de la main-d'œuvre tunisienne
 employée dans les pays de la communauté économique européenne (CEE).
 Michèle Brahimi. - La population maghrébine en France en 1975.

5) Concepts et méthodes de mesure.

- R. Blanc. - La collecte des données sur l'activité dans les recensements
 maghrébins.
 M. Mazouz. - Non-emploi en Algérie 1954-1970. Problèmes de concept et de
 mesure.
 H. Gorbai et Bouselmi. - De la détermination de l'offre d'emploi par branche
 d'activité et par niveau de qualification : quelques aspects méthodologi-
 ques.

VIII. - LES ÉNERGIES NOUVELLES

Sousse, 27-28-29-30 octobre 1980

Organisé par la Chambre de commerce franco-arabe, ce colloque sur les énergies nouvelles a réuni, outre des spécialistes tunisiens, d'autres venant de France, du Maroc, d'Algérie, d'Arabie Séoudite, de Jordanie, de Syrie, du Koweït, de Djibouti et d'organismes internationaux.

M. Abdelaziz Lasram, ministre tunisien de l'Economie Nationale, qui préside l'ouverture de ce colloque, fait un exposé sur la situation énergétique en Tunisie et ses préoccupations. Dans l'état actuel des hypothèses, les échanges extérieurs en matière d'énergie vont subir une inversion de signe dans le sens négatif, entre le début et la fin des années 80. Si de nouvelles ressources ne sont pas découvertes, le poste d'énergie risque de devenir la principale charge à l'importation. D'où l'intérêt que porte la Tunisie au problème de l'énergie en général et à ce colloque en particulier, a dit M. Lasram, qui a évoqué, à ce propos, les deux termes de la balance énergétique, ressources et emplois.

Le problème des ressources : la production tunisienne de pétrole, 5,5 millions de tonnes en 1980, connaîtra un déclin alors que les disponibilités de gaz augmenteront à partir de 1981, grâce aux quantités à prélever sur le gaz algérien qui transitera par la Tunisie vers l'Italie. Sans oublier les actions entreprises par la Tunisie dans le cadre de l'économie d'énergie. Actions qui permettent de mieux connaître la destination finale de l'énergie consommée sous ses différentes formes pour identifier les secteurs les plus consommateurs d'énergie afin d'établir une base de références indispensable à la cohérence des choix énergétiques. Sans oublier la nécessité de s'engager dans l'exploration de l'énergie éolienne, solaire ou autres.

M. Jean-Pierre Pouteau, secrétaire d'Etat français auprès du ministre de l'Industrie, souligne le caractère privilégié des relations tuniso-françaises en particulier et franco-arabes en général, avant de donner un aperçu de la politique française en matière d'énergie. La France, a-t-il précisé, s'efforce de favoriser le dialogue et la concertation internationale afin de dégager les perspectives d'ajustement de l'offre et de la demande, de définir un mécanisme d'ajustement des prix, de développer la recherche de nouvelles énergies et de favoriser une action conjuguée entre producteurs et consommateurs, au profit des uns, des autres et surtout des pays les plus démunis.

M. Michel Habib Deloncle, président de la Chambre de commerce Franco-Arabe et M. Bourhan Dajani, secrétaire général de la fédération des chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture des pays arabes, ont mis en relief l'importance du débat sur les énergies nouvelles, tant pour la partie française que pour la partie arabe.

Ils ont aussi évoqué les problèmes naissants de l'épuisement progressif du pétrole, l'impact de ce phénomène sur l'avenir de l'humanité et la nécessité d'établir un dialogue et une coopération profitable aux deux parties.

Le colloque a tourné autour des quatre thèmes suivants :

- 1) L'économie de l'énergie et les économies d'énergie.
- 2) Les autres énergies et les carburants nouveaux.
- 3) L'énergie nucléaire.
- 4) L'énergie solaire.

qui ont donné trente-six exposés portant sur ces sujets brûlants.

IX. - LES INVESTISSEMENTS ARABES DANS LES PAYS ARABES

Tunis, 27-28-29 octobre 1980

Ce colloque sur les investissements inter-arabes a eu lieu au Palais de Carthage avec la participation de nombreux hommes d'affaires et d'investisseurs arabes ainsi que de responsables d'entreprises financières et monétaires arabes et mondiales.

Ordre du jour :

- 1) L'investissement arabe et l'action économique arabe commune.
- 2) L'accord commun sur l'investissement et la circulation des capitaux entre les pays arabes.
- 3) La situation juridique et financière de l'investissement en Tunisie.
- 4) Les projets mixtes tuniso-arabes.

Dans son discours d'aventure, le Premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali a noté avec satisfaction que les investissements arabes avaient contribué,

durant ces dernières années, à la réalisation d'un certain nombre d'importants projets en Tunisie, émettant l'espoir que ces investissements soutiendraient plus efficacement encore l'effort de développement de la Tunisie au cours de son VI^e Plan (1982-1986) et de la prochaine décennie.

M. Mzali a souligné l'importance stratégique pour la Tunisie et le monde arabe en général, d'orienter les investissements vers le secteur agricole. En ce qui concerne ce secteur, a-t-il dit, le gouvernement tunisien a l'intention d'y associer les investissements arabes au moyen de contrats agricoles ou par la mise en place de sociétés chargées de moderniser et d'intensifier l'exploitation pour répondre aux besoins du marché local et augmenter la capacité d'exportation vers les pays arabes frères. C'est ainsi que la Tunisie entend contribuer à assurer la sécurité alimentaire en Tunisie et dans la partie arabe.

Au sujet du financement du VI^e Plan, M. Mansour Moalla, ministre tunisien du Plan et des Finances et président du colloque, a indiqué que la Tunisie, malgré la mobilisation de toutes les énergies nationales, avait toujours besoin, pour mener à bien son œuvre de développement, de l'aide extérieure, en particulier de l'appoint en capitaux que les pays arabes ne cessent de lui fournir. Dans ce contexte, il a formulé l'espoir que le concours arabe, qui a représenté jusqu'ici 22 % de l'aide étrangère, serait porté à 50 % environ, durant le prochain plan 1982-1986.

Il a d'autre part indiqué que la Tunisie, pays solvable et bénéficiant d'une crédibilité certaine auprès des instances financières internationales, envisageait, dans le but de rentabiliser davantage les investissements arabes en Tunisie, de mettre sur pied des banques mixtes, telles que les banques d'investissements tuniso-koweïtienne, tuniso-séoudienne et Tunisie-Emirats arabes unis, lesquelles verront le jour dans les semaines à venir. Une banque d'investissement tuniso-koweïtienne d'un capital de 100 millions de dinars tunisiens (environ 1 milliard de francs français) a d'ailleurs été créée aux termes d'une convention signée à Tunis le 29 octobre par M. Moalla et l'ambassadeur du Koweït à Tunis.

Le ministre tunisien des Finances a qualifié cette institution financière d'unique en son genre en raison de l'importance du volume de son capital et de son futur impact sur le développement socio-économique de la Tunisie. Il devait mettre ensuite en évidence la rapidité avec laquelle la Tunisie et le Koweït étaient parvenus à élaborer cette convention et a émis l'espoir que cette banque constituerait le maillon d'une chaîne de banques mixtes tuniso-arabes.

Les travaux ont abouti aux six conclusions suivantes :

- confirmation des nouvelles orientations de la politique tunisienne en matière des investissements arabes en Tunisie,
- besoin de réviser les textes portant organisation de ces investissements sur la base de l'intérêt commun,
- nécessité d'élaborer une législation tunisienne propre à l'investissement arabe en Tunisie,
- disposition des pays arabes participant à ce colloque d'accueillir le surplus des postulants à l'emploi en Tunisie,

- détermination des investissements publics et privés arabes de participer à la réalisation du VI^e plan tunisien, qui augurent d'une nouvelle ère dans la coopération inter-arabe.

X. - LA TUNISIE ET LES MOUVEMENTS RÉFORMISTES AU XIX^e SIÈCLE

Gouvernorat de Siliana, 7-8-9 novembre 1980

A la suite du premier colloque Ibn Abi Dhiyf en 1978 consacré à « La société et le système politique en Tunisie au XIX^e siècle », ce second colloque porte sur les mouvements réformistes à la même époque.

Organisé par le comité culturel national, il a eu lieu à Siliana les 7 et 9, à Merkez el Kantara le 8 au matin et à Makhtar l'après-midi.

Au centre de ce colloque, la situation politique, économique et sociale en Tunisie au XIX^e siècle, les privilèges accordés aux étrangers et l'instauration du protectorat, les rivalités étrangères pour la colonisation de la Tunisie et les positions des réformistes tunisiens à l'égard de ces rivalités.

Existait-il vraiment un courant réformiste au siècle dernier ? Si oui, pourquoi ce courant a-t-il lamentablement échoué ? Quelle est la position d'Ahmed Ibn Abi Dhiyf à l'égard de la révolution de Ben Ghedhahom ? Pourquoi ces réformistes n'ont-ils pas été des révolutionnaires ? Et quelles sont en général les caractéristiques du réformisme tunisien, et plus précisément le réformisme d'Ahmed Ibn Abi Dhiyf ?

Toutes ces questions, parmi tant d'autres, ont animées ce colloque dont voici le programme :

- *Vendredi 7 novembre* à Siliana
- 10 h : vernissage de cinq expositions
- 10 h 30 : ouverture officielle du colloque par M. Faoud Mebazaa, ministre de l'information et des affaires culturelles.
- 11 h : M^{me} Aïcha Farhat née Ben Dhiyf : « Lumière sur les relations extérieures tunisiennes au début du XIX^e siècle ».
- 16 h : M. Mongi El Kaabi : « La culture, l'éducation et les mouvements réformistes en Tunisie au XIX^e siècle ».
- M. Hédi Zribi : « La situation politique, économique et sociale en Tunisie au XIX^e siècle ».
- M. Mustapha El Garouachi : « Les privilèges accordés aux étrangers et l'instauration du protectorat ».

- *Samedi 8 novembre à Merkez el Kantara.*
- 10 h : M. Abdelaziz Bouzaidi : « Les cultures irriguées et leurs perspectives à Siliana ».
M. Mohamed Naija : « L'érosion et la plantation des arbres au gouvernorat de Siliana ».
M. Admed Touili : « Place de Ibn Abi Dhiyf parmi les réformistes tunisiens ».
- à Makhtar
- 16 h : M. Jemaâ Chikha : « Conséquences des privilèges accordés aux étrangers sur l'instauration du protectorat, à travers « Al Ithaf ».
M. Rached Limam : « De la pensée réformiste en Tunisie ».
M. Rachid Dhaouadi : « Salem Bouhajed : l'un des pionniers du réformisme au XIX^e siècle ».
- *Dimanche 9 novembre à Siliana*
- 10 h : M. Mohamed Laroussi el Metoui : « Le pacte fondamental entre l'attente populaire et l'ingérence étrangère ».
M. Ali Chenouffi : « L'influence des voyages sur le réformisme ».
M. Riadh el Marzoughi : « Les rivalités étrangères pour la colonisation de la Tunisie ».
Clôture du colloque.

XI. - CINÉMA ET TÉLÉVISION

Tunis, 12-13-14-15 novembre 1980

Ce premier colloque international sur le thème « Cinéma et télévision : concurrence ou complémentarité ? Problèmes spécifiques et possibilités de collaboration dans les pays africains et arabes », a eu lieu au centre d'art vivant du Belvédère et en prélude aux 8^{èmes} journées cinématographiques de Carthage (15-23 novembre 1980).

Cette rencontre organisée, dans le cadre des JCC, par le ministère de l'Information, en présence de nombreuses délégations étrangères, a regroupé des cinéastes, des réalisateurs de télévision ainsi que des spécialistes des problèmes des mass-média parmi lesquels nous citons : Youssef Ghahine, Férid Boughdir et Ahmed Harzallah de la radio-télévision tunisienne (RTT); Raymond Ravar, secrétaire général du centre international de liaison des écoles de cinéma et de télévision (CILECT); Xavier Larere, directeur général de la chaîne française de télévision, antenne 2; Abdallah Chakroun, secrétaire général de l'Union des radios arabes ainsi que Babacar Sine, directeur du Centre d'études des sciences et techniques de l'information de Dakar.

L'ouverture du colloque a été présidé par M. Hassan Akrouf, PDG de la société anonyme tunisienne de production et d'exploitation cinématographique (SATPEC) et président du comité directeur des JCC.

Les débats ont été passionnants et nous présentons les recommandations qui précisent bien les sujets débattus.

Le colloque recommande :

1) Pour éviter la division entre télévision et cinéma et promouvoir une coopération réciproque :

- d'assurer une formation bi-disciplinaire commune aux techniciens de télévision et de cinéma, pour leur permettre de travailler sur l'un ou l'autre support;

- de moraliser et d'organiser la profession sur les mêmes bases, les techniciens pouvant par ailleurs être réunis dans les mêmes associations et les mêmes syndicats;

- de permettre l'utilisation en commun par le cinéma ou la télévision industrielle de l'audiovisuel (laboratoires, matériel, centres techniques, etc.);

- de réglementer la diffusion des films cinématographiques nationaux par la télévision en instituant un quota annuel minimum de passage à l'antenne, un prix d'achat préférentiel par rapport aux productions étrangères, pour aider à la rentabilisation de la production nationale, de fixer un délai suffisant avant leur passage à l'antenne pour ne pas nuire à leur carrière en salle;

- de promouvoir la participation de la télévision, au financement de films cinématographiques notamment sous forme d'avances sur l'achat des films dès le stade de leur production, ainsi que sous forme de contribution annuelle au fonds de développement cinématographique, alimenté entre autres par les taxes sur les films étrangers diffusés en salle ou sur le petit écran;

- réciproquement, de permettre aux hommes de cinéma de participer à l'enrichissement des programmes de télévision, en réalisant à l'extérieur ou à l'intérieur de la télévision, des productions commanditées destinées au petit écran, et cela suivant des normes, des barèmes, des délais et des cachets établis en commun;

- de tenir compte dans cette production commune à l'évolution des technologies de diffusion vidéo (vidéo-disques, cassettes);

- d'admettre les films de télévision dans les festivals cinématographiques.

L'ensemble de ces mesures pourrait contribuer à effacer bien des barrières d'ordre psychologique, à modifier les mentalités par étapes, pour éliminer les sentiments de supériorité ou de méfiance d'un médium par rapport à l'autre et parvenir à des rapports d'égal à égal qui soient complémentaires pour la rentabilisation financière ou artistique de la production de chaque secteur.

2) Pour l'amélioration et la moralisation de la production audio-visuelle :

a) au niveau des créateurs :

- de donner dans la plus large mesure au créateur le droit à la parole quant à la confection et la destination de ses œuvres, et une participation effective aux centres de décision, le créateur reconnaissant par ailleurs ses devoirs et sa responsabilité face au public;

- de créer au sein de chaque télévision un « service de la recherche » ouvert à la réalisation d'œuvres originales et nouvelles par rapport à la conformité courante, ainsi qu'aux jeunes créateurs non encore « officialisés » dans l'un ou l'autre médium.

b) au niveau du public :

- de repérer toutes les catégories de publics réels du cinéma et de la télévision, publics différents suivant les contextes nationaux, et cela par voie de sondages, statistiques, enquêtes et tout autre moyen de recherche qui donne la parole à ces publics;

- de produire en respectant toutes ces catégories de public, en veillant à enrichir leur culture et leur conscience et non à les aliéner;

- de préparer le public et les créateurs de demain en favorisant l'accès du produit audio-visuel dans les écoles et en introduisant l'initiation à la réception et à la fabrication de l'audio-visuel de l'enseignement primaire;

- enfin de contingenter la production nationale en préparant la qualité à la quantité, quantité que suscite souvent l'incitation de la « course à l'audience » pratiquée en surenchère dans les pays industrialisés.

3) Pour assurer la protection de la production nationale et des échanges avec l'étranger :

a) au niveau de la production des œuvres nationales

- d'établir un quota de diffusion, et une taxation à la diffusion de la production étrangère, au profit de la production nationale;

- d'assurer les moyens techniques permettant de contrôler les possibles invasions du marché national par des produits étrangers utilisant des nouvelles méthodes des diffusions de l'audio-visuel (satellites, etc.);

- d'assurer les moyens juridiques et techniques pour éviter la piraterie des œuvres audio-visuelles notamment par duplication de vidéo-cassettes, et cela afin d'assurer le respect des droits financiers des producteurs et créateurs;

- de demander le passage de cycles de films nationaux de nos pays sur les chaînes de télévision et les écrans des pays étrangers dont nous achetons les films.

b) *au niveau de la coopération régionale :*

- d'assurer l'élargissement du quota préférentiel de diffusion des films nationaux, aux films des pays de la même zone socio-culturelle;
- de susciter les co-productions et les échanges équitables de productions audio-visuelles sur le plan régional, pris sur le plan interafricain, interarabe, puis entre pays du Tiers-Monde, enfin avec le reste du monde;
- de procéder en commun et par zone linguistique à l'achat et au doublage des productions étrangères;
- de collaborer pour l'archivage et la conservation des productions de toute nature de chaque regroupement régional, archivage pouvant aboutir à des « banque de l'image » par zones, utilisables en commun;
- la création dans chaque pays concerné, après adoption de la législation nécessaire, d'un conseil supérieur de l'audio-visuel qui regrouperait des représentants de tous les secteurs concernés y compris les créateurs et les techniciens, et qui veillerait aux modalités d'application de cette législation souhaitée.

En ce sens, le colloque recommande :

- que l'Union des Radios et Télévisions Arabes (ASBU) et que l'Union des Radios et Télévisions Africaines (URTNA) exercent une action permanente auprès de leurs membres afin de favoriser une meilleure compréhension entre institutions, groupes et personnes des secteurs cinéma et télévision et notamment en poursuivant et en accélérant le processus de création des « comités nationaux du film de la télévision et des autres moyens audio-visuels » préconisés par le CICT (Conseil International du Cinéma et de la Télévision auprès de l'UNESCO), afin que s'exprime au plus haut niveau et avec l'UNESCO la volonté de rapprochement et les exigences d'interpénétration entre cinéma et télévision recommandées par ce colloque;
- que le Centre International de Liaison des Écoles de Cinéma et télévision (CILECT) prenne en considération les recommandations du colloque dès à présent et de manière permanente, assurant ainsi, tant pour les écoles déjà existantes que pour celles en voie de création dans les pays africains et arabes, une meilleure cohésion entre les formations des futurs professionnels du film et de la télévision;
- le colloque saisit également cette occasion pour saluer les efforts de coopération entre télévision et cinéma déjà accomplis par les gouvernements ou les offices nationaux déjà existant et par les regroupements en voie de formation entre pays africains et arabes.

XII. — DÉPENDANCE, RÉSISTANCE ET MOUVEMENT DE LIBÉRATION AU MAGHREB

Tunis, 24-25-26-27-28 novembre 1980

Ce congrès international d'histoire, et de civilisation du Maghreb a eu lieu à l'hôtel Amilcar (où se tint le premier congrès les 22-24 novembre 1974, dont les travaux ont été publiés par le CERES à Tunis), et a été organisé par l'Association des historiens et universitaires en collaboration avec le CERES, (Centre d'Études et de Recherches Économiques et Sociales). Il a permis la rencontre de chercheurs maghrébins et étrangers, ainsi que la présentation et la discussion d'une cinquantaine d'études, une vingtaine en histoire ancienne et médiévale et une trentaine en histoire moderne et contemporaine. Comme tout sujet d'histoire vivante, ce thème a été inspiré par une certaine actualité : l'approche du centenaire de l'installation du protectorat français en Tunisie en 1881. Point de départ ou stimulant à une multitude de questions ou de développements dont ce congrès a été le réceptacle.

Nous ne présentons que trente deux titres de communications, n'ayant pas eu d'informations précises sur les autres participants.

I. L'HISTOIRE ANCIENNE ET LA PÉRIODE MÉDIÉVALE.

1. Histoire ancienne.

- Professeur Bluma L. Trel, Université de New York.
« The influence of the ancient Near Est on the punic world, the numismatic evidence ».
- M. Mohamed Fantar, Institut d'Art et d'Archéologie de Tunis.
« Découverte d'une nouvelle cité punique : Menzel Temime ».
- M^{me} Nadia Ferchiou, Institut d'Art et d'Archéologie de Tunis.
« Découverte dans la région de Dhomda de l'Antique Semta ».
- M. Marcel Benabou, auteur de la thèse (publiée) : *Résistance africaine à la romanisation*, dénonce le concept de survivance de la culture africaine à l'époque romaine.
- M. Paul-Albert Février, Université d'Aix-en-Provence.
« Bilan des résistances au IV^e siècle ».
- Monsieur Frezouls, Université de Strasbourg, qui traite aussi des problèmes de résistance et pense qu'ils se sont développés postérieurement à l'occupation romaine et pour des raisons plus économiques et sociales que politiques.

2) La période médiévale.

a) *Communications portant sur l'Ifrîqiya proprement dite, en gros, la Tunisie actuelle.*

- M. Jean Durliat, Toulouse.
• Les grands propriétaires africains et l'État byzantin (533-907) ».
- M. Habib Jenhani, Faculté des Lettres de Tunis.
• La politique financière de l'Empirat Ziride » (en arabe).
- M. Michael Brett, Londres.
• Arabs, berbers and holymen in Southern Ifriqiya (650-750 de l'Hégire = 1250-1350 de l'ère chrétienne).

b) *Maghreb islamique et Andalousie.*

- M. Lucien Golvin, Aix-en-Provence.
• Les Berbères en Andalousie sous les Umayyades d'Espagne ».
- M. Pedro Chalmeta, Madrid.
• Pour une réévaluation du problème morisque ».
- M. Abdelhamid Hadjiat, Alger.
• Les tendances autonomistes Kharijites et leur impact sur l'évolution du Maghreb ».
- M^{me} Madeleine de Gogorza-Fletcher, Massachussets, USA.
• Analyse de l'idéologie almohade : la pensée d'Ibn Tûmart, Mahdi des Almohades ».
- M. Jomaâ Chikha, Faculté des Lettres de Tunis.
• Le soulèvement des majorquins en Ifriqiya et son impact sur l'équilibre des forces entre l'Islam et la chrétienté au Maghreb et en Espagne musulmane » (en arabe).

c) *Rapports du Maghreb avec l'Occident chrétien.*

- M. Alain Ducellier, Toulouse.
• La place de la Berbérie dans le commerce de l'Adriatique du XIII^e au XV^e siècle ».
- M. Bernard Doumerc, Toulouse.
• Venise et la dynastie hafside à la fin du XV^e siècle ».
- M. Mamduh Husayn Ali Husayn, Koweit.
• Les arabes hilaliens en Ifriqiya et leur rôle dans les croisades » (en arabe).

II. LA PÉRIODE MODERNE CONTEMPORAINE.

- M. Mohamed Modhafer Al Adhanu, Bagdad.
• De l'importance d'une méthodologie nationale dans l'écriture de l'histoire de la résistance dans le Maghreb arabe » (en arabe).

- Professeur Dominique Chevallier, Université de Paris-Sorbonne.
« Le rapport des peuples de l'Islam avec les autres civilisations : étude comparée des débuts de la civilisation islamique et de sa position face à l'Occident aux XIX^e et XX^e siècles ».
- M. Yahia Bouaziz, Université d'Oran.
« Manifestations et pionniers de la résistance à la colonisation française dans l'est algérien au cours du XIX^e siècle » (en arabe).
- M. Djilali Sari, Université d'Oran.
« Les causes économiques de l'insurrection de 1881 en Algérie ».
- M. Charles-Robert Ageron, Université de Paris.
« Du nouveau sur Messali Hadj et l'Étoile Nord africaine d'après ses mémoires inédites ».
- M^{me} Annie Rey Goldzeiguer, Université de Reims.
« Extrême gauche française et Messali Hadj ».
- M. André Nouschi, Université de Nice.
« Mécanisme de la dépendance économique dans le Maghreb colonial : aspects financiers ».
- M. Mohamed Hédi Cherif, École Normale Supérieure de Tunis.
« L'intégration des dirigeants turcs dans la société tunisienne de la fin du XVI^e siècle à 1881 ».
- MM. Ali Mahjoubi, Hechmi Karoui, Faculté des Lettres et CERES de Tunis.
« La résistance tunisienne à l'occupation française (1881-1884) ».
- M. Byron D. Cannon, Université de Utah, USA.
« La constitution ottomane et la politique de résistance en Tunisie (1908-1909) ».
- M. Béchir Tliti, Faculté des Lettres, Tunis.
« L'extrême droite européenne de Tunisie et le Mouvement national à la veille de la deuxième guerre mondiale (1934-1939) ».
- M. Romain Rainero, Rome.
« La mission du grand Muphti de Jérusalem à Tunis de 1942 à 1943 et la politique allemande et italienne en Tunisie ».
- M. Guido Valabrega, Pologne.
« L'Italia e il Maghreb oggi ».
- M. Helmut J.F. Mejcher, Hambourg.
« North Africa in the strategy and politics of the axis powers 1936-1943 ».
- M. Rachid Driss, apporte un précieux témoignage sur les activités du Bureau du Maghreb arabe au Caire, comme par ailleurs, par ses interventions ponctuelles il permet de rectifier bien des points obscurs de l'histoire du mouvement national tunisien, évoqués dans d'autres interventions.
- M. Hédi Timoumi, historien, Tunis.
« Classes possédantes locales et mouvement de libération nationale et démocratique en Tunisie (1881-1956) ».
- M. Abdesslem Ben Hamida, historien, Tunis.
« Le rôle du syndicalisme tunisien dans le mouvement de libération nationale ».

XIII. - MASS MEDIA ET MONDE RURAL

Tunis, 18-19-20 décembre 1980

Organisé par l'Unité de recherche et de documentation de l'Institut de Presse et des Sciences de l'information avec la collaboration de la fondation Friederich Naumann de la RFA, ce colloque s'est fait en présence d'experts d'organisations internationales ainsi que d'Algérie, de France, de Turquie et de Haute-Volta en majorité.

Le but de ce colloque est de savoir quelle est l'audience de la radio et de la télévision en milieu rural. Les enquêtes et sondages auprès du public des mass-média sont rares, car il n'existe pas en Tunisie d'Institut spécialisé en la matière et la RTT ne possède pas de propre service de sondage.

Conclusions et recommandations

La Tunisie dispose d'une infrastructure relativement suffisante pour couvrir les besoins de l'ensemble de la population en matière d'information. Cette infrastructure a été cependant orientée essentiellement vers la population urbaine.

La réorientation progressive de cette infrastructure et la formation du personnel adéquat et motivé pour ce faire, constitueraient les premières étapes pour atteindre le milieu rural d'une manière crédible.

Aussi est-il recommandé :

- d'inviter les responsables des trois médias (radio, télévision et presse) à réfléchir au rôle que leur moyen de communication respectif peut jouer dans le domaine de l'information et de la formation des ruraux;

- d'améliorer constamment les émissions radiophoniques, la radio étant un moyen privilégié d'atteindre la campagne. Ces améliorations pourraient faire appel à des techniques de « dramatisation populaire » (mise en ondes avec personnages) pour que le message soit correctement reçu. L'utilisation d'un langage accessible et adapté à la mentalité du public rural est également recommandée;

- qu'il soit fait appel à la télévision et à la presse écrite pour soutenir et compléter l'action de la radio;

- que l'action des groupes de recherches entreprises sur le terrain soit soutenue par les médias;

- et enfin que la collaboration entre toutes les institutions nationales chargées du développement rural soit renforcée.

Béatrice de SAENGER